



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

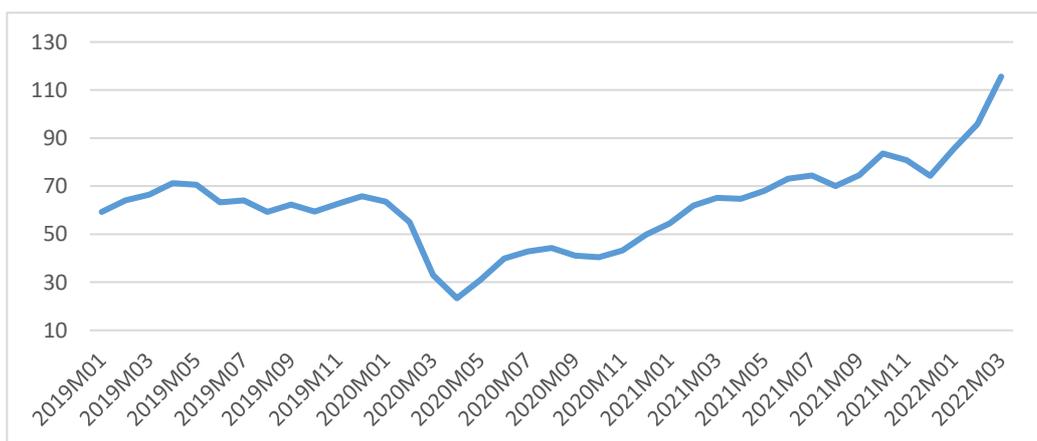
BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

07 Avril 2022

🍷 Hausse des coûts d'importations de carburants parmi les pays de l'AEIO

Les coûts d'importations de carburant ont augmenté parmi plusieurs pays de la région par rapport à l'année dernière. D'après la Banque centrale tanzanienne, les coûts d'importation de pétrole ont ainsi presque doublé entre février 2020 et 2021, passant de 1,16 Mds USD à 2,23 Mds USD, en raison d'une hausse des volumes et des prix. Les prix à la pompe de l'essence, du diesel et du kérosène ont respectivement augmenté de 30,2 %, 28,4 % et 20,5 % en janvier 2022 par rapport à l'année précédente. Au Kenya, les coûts d'importation de pétrole ont augmenté de 71 % au cours de la même période d'après la *Central Bank of Kenya*, de 2,17 Mds USD à 3,72 Mds USD, en raison de la hausse des prix mondiaux et des volumes. Pour stabiliser les prix à la pompe et maintenir l'inflation, le gouvernement a depuis avril 2021 mis en place des subventions (financées par un prélèvement à la pompe de 5,4 KES/L), et a jusqu'à présent dépensé 36 Mds KES (313 MUSD) pour subventionner le carburant. L'Éthiopie a quant à elle observé une hausse de ses coûts d'importations de pétrole de 17 % entre février 2020 et 2021, pour atteindre un record de 1,4 Mds USD, malgré une diminution de 3,8 % du volume total des importations, contrebalancée par une hausse de la valeur totale des importations de pétrole de 17 % en g.a. Au Rwanda, l'Autorité Rwandaise de Régulation des Services Publics (RURA) a augmenté les prix à la pompe de l'essence le 4 avril, désormais à 1 359 RWF le litre (1,33 USD) contre 1 256 RWF (1,23 USD) précédemment, et ceux du diesel de 1 201 RWF (1,18 USD) à 1 368 RWF (1,34 USD) le litre, soit une hausse respective des prix de 8,2 % et de 13,9 %. Les prix, qui sont normalement révisés tous les deux mois, n'auraient pas dû être révisés avant le 5 mai, mais l'augmentation des prix des carburants sur le marché international a créé une pénurie et incité la RURA à augmenter ses prix.



Cours des prix mondiaux de pétrole brut Brent, \$/baril - Données World Bank

🍷 Burundi

Signature d'un nouvel MoU pour l'exploitation d'une mine de nickel

Le ministre des Mines, Ibrahim Uwizeye, a signé avec la société *East African Region Project Group* (une société sur laquelle on possède peu d'information), le 29 mars 2022, un mémorandum d'entente concernant l'exécution du projet d'investissement pour exploiter le gisement du nickel de Musongati et des minerais associés dans la province de Rutana. *East African Region Project Group* versera annuellement pendant 10 ans un montant de 500 MUSD, soit 33,3 % à l'Etat du Burundi. Cela intervient après la révocation du permis d'exploitation du Nickel octroyé à la Société BMM International en 2014.

🍷 Comores

Forte progression des exportations comoriennes au dernier trimestre 2021

Dans son bulletin trimestriel publié le 31 mars, la Banque centrale des Comores (BCC) constate une forte reprise des exportations de biens entre le troisième et le quatrième trimestre 2021 (+ 55,6 %) passant de 8,1 MEUR à 13,4 MEUR. Cette progression s'explique principalement par la bonne performance des exportations de produits de rente : les recettes d'exportation de girofle augmentent de 34 % (42 % du total des recettes, de 4,3 MEUR à 5,7 MEUR) et les recettes de la vanille sont multipliées par 60 (14 % du total, de 30 000 EUR à 1,9 MEUR). Les recettes tirées des essences d'ylang-ylang ont également progressé (+ 12 %, passant de 1,3 MEUR à 1,5 MEUR).

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Impact de la guerre en Ukraine en Ethiopie

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a des conséquences directes et indirectes sur l'Éthiopie. Les principaux produits importés par l'Éthiopie de l'Ukraine (12,8 % des importations totales en 2020/21) et de la Russie (3,8 %) sont le blé, les engrais et l'acier. Les importations depuis l'Ukraine représentent 18 % des importations de céréales éthiopiennes, 25 % des importations de farines et 13 % d'acier (contre respectivement 8 %, 0 % et 8 % de provenance russe). Toutefois, les importations depuis l'Union Européenne restent plus importantes (17 % pour les céréales et 53 % pour les farines). En revanche, les importations d'huile alimentaire sont centrales (95 % de l'huile en Éthiopie est importée). De même pour l'engrais : l'inflation sur le prix local des engrais en mars 2022 a été de 200 % et les coûts de transport ont doublé, dans un contexte de hausse de la demande (+ 12,5 % par rapport à 2020) et d'inflation des prix du pétrole à 30 % en mars 2022. Cette crise vient exacerber une situation macroéconomique qui se détériore (réserves en devises couvrant seulement 1,8 mois d'importations début 2022 ; inflation alimentaire

à 41,9 % en février 2022 en g.a.) et cela dans un contexte où l'Éthiopie est fragilisée par les conséquences du conflit dans le nord du pays et le changement climatique (sécheresse sévère dans tout le sud du pays).

Absorption de la dette des entreprises publiques par le LAMC

La Société de gestion du passif et des actifs de l'État (*Liability and Asset Management Company* - LAMC) a réglé un total de 27,3 Mds ETB (530,5 MUSD) de dettes dues par les entreprises publiques (SoEs) au cours des six derniers mois de l'année fiscale 2021/22. La dette réglée par la LAMC comprend 13,9 Mds ETB (270,1 MUSD) dus par l'*Ethiopian Sugar Corporation* et 13,3 Mds ETB (258,4 MUSD) de dettes de l'*Ethiopian Chemical Corporation*. Ceci intervient six mois après un premier règlement de 35,0 Mds ETB (680,0 MUSD) des dettes de l'*Ethio-Engineering Group*, (ex-METEC, appartenant au groupe tigréen EFFORT), l'*Ethiopian Electric Utility* et la *Chemical Industry Corporation*. Sur une dette qui totaliserait 611 Mds ETB (11,9 Mds USD), le principal créancier est la *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE). Créée l'année dernière par le ministère des Finances avec un capital de 570 Mds ETB (11,1 Mds USD), la LAMC prévoit d'absorber près de 500 Mds ETB (9,7 Mds USD) de dette des SoEs, dont 62 Mds ETB (1,2 Md USD) ont déjà été réglés (soit seulement 10 % de la dette totale des SoEs).

Signature d'un contrat de 100 MUSD pour la construction d'une centrale de géothermie de 50 MW

La société *Tulu Moye Geothermal Operations PLC* (TMGO), détenue à 65 % par Méridiam et à 35 % par l'islandais *Reykjavik Geothermal* - a signé fin mars un contrat EPC (d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction) de 100 MUSD avec les sociétés *Mitsubishi Corporation* et *SEPCOIII Electric Power*

construction. Ce contrat portant sur une phase I (50 MW d'ici 2024) prévoit la construction d'une centrale de géothermie sur le site d'Iteya à une centaine de km au Sud-Est d'Addis-Abeba. A terme, ce projet vise à exploiter et entretenir une centrale géothermique de 150 MW. Alors que des travaux de forages ont débuté dès mars 2020, la construction de la centrale est prévue pour le Q4 2022. Le bénéficiaire direct de ce projet est le fournisseur *Ethiopian Electric Power (EEP)*, qui a signé un accord d'achat d'électricité de 25 ans avec TMGO fin 2017. Cette centrale constituera le premier projet accordé à un producteur indépendant d'électricité (IPP) et une alternative à l'hydroélectricité qui représente 89 % du mix énergétique éthiopien.

Kenya

Hausse de l'inflation sur fond de hausse des prix mondiaux de blé

Après 5 mois consécutifs de baisse, l'inflation repart à la hausse en mars 2022 (+0,48 point de pourcentage) et s'établit à 5,56 % en glissement annuel. Cette hausse est principalement due à l'augmentation du prix des produits de base, dans le contexte de hausse mondiale des prix engendrée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En g.a, les hausses sont ainsi particulièrement marquées sur les produits alimentaires et les boissons non-alcoolisées (+9,92 %; +1,42 % en g.m); l'ameublement, l'équipement ménager et d'entretien (+6,44 %; +1,36 % en g.m) et le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et autres combustibles (+4,91 %; +0,71 % en g.m, portée par la hausse du prix du gaz). La hausse des cours mondiaux s'est particulièrement fait ressentir sur les prix de l'huile de cuisine, de la farine de blé et des tomates, qui augmentent respectivement de 6,50 %; 4,57 % et 4,22 % entre février et mars 2022. Selon *Absa bank*, les pressions sur les prix dues à des pluies insuffisantes ou tardives, à l'augmentation du prix des matières premières et à la dépréciation de la monnaie pourraient

pousser l'inflation au-dessus du plafond de la fourchette cible de la *Central bank of Kenya* (2,5 % - 7,5 %) au 3^{ème} trimestre.

Des retards dans le paiement des compensations aux distributeurs de pétrole occasionnent des pénuries de carburant

La hausse récente des prix mondiaux des hydrocarbures a contraint l'EPRA, l'autorité de régulation du secteur de l'énergie, à augmenter les tarifs régulés de l'essence et du diesel à la pompe le 14 mars dernier de 4,0 et 4,5 % respectivement par rapport au 14 février 2022, après une stabilisation des prix depuis octobre 2021. La compensation des distributeurs est normalement assurée par un fonds de stabilisation (*Petroleum Development Fund*), mais a été régulièrement retardée depuis. En conséquence des tensions sur leur trésorerie, les distributeurs ont ralenti les chaînes d'approvisionnement depuis les dépôts côtiers, occasionnant des difficultés d'approvisionnement pour les détaillants et des pénuries pour les consommateurs dans plusieurs régions du pays. Andrew Kamau, secrétaire principal du ministère du Pétrole et des Mines, a cependant assuré, citant des données de l'EPRA, que le Kenya dispose actuellement de stocks suffisants d'essence, de diesel (217 millions de litres, soit 22 jours de consommation) et de pétrole lampant (55 millions de litres soit 17 jours). Les arriérés de paiement ont été partiellement réglés mardi 5 avril à hauteur de 8 Mds KES (soit 69 MUSD), devant permettre le réapprovisionnement progressif des stations. Une enquête sur les pénuries est actuellement en cours, ouvrant la voie à de possibles sanctions financières et retraits de licences, s'il est avéré que certains acteurs ont délibérément stocké des produits à des fins de spéculation.

Le crédit devrait connaître sa croissance la plus rapide depuis six ans

La croissance du crédit des banques kényanes devrait connaître son rythme le plus rapide depuis six ans. La loi visant à encadrer les taux d'intérêts débiteurs (jusqu'à 4,0 % au-dessus du taux directeur de la Banque centrale) en 2019 puis la pandémie avaient conduit les banques à transférer leurs fonds vers des titres d'Etat. Les restrictions réglementaires empêchant la prise en compte du risque des emprunteurs étaient pour les banques un frein au crédit au secteur privé. Après deux années de discussions avec la Banque centrale – qui a par ailleurs maintenu son taux directeur à 7 %, les banques commerciales devraient désormais avoir la possibilité de prendre en compte le risque de crédit associé aux emprunteurs dans leurs formules de prix. D'après la Banque mondiale, la croissance du crédit s'est accélérée à 9,1 % contre 1,5 % en juin 2017, tandis que les prêts non performants, étaient de 14% en février. La plus grande banque du Kenya en termes de valeur marchande, *Equity Group Holdings Plc*, a notamment annoncé vouloir transférer 3,5 Mds USD de bons du Trésor vers d'autres investissements en 2022.

Kenya Airways réduit ses pertes de 15 Mds KES grâce à des revenus plus élevés

Le revenu total de *Kenya Airways* a bondi de 33,0 %, atteignant 70,2 Mds KES (609,1 MUSD), une augmentation due à l'allègement des restrictions liées au Covid-19 qui avaient fortement réduit ses opérations en 2020. Les pertes nettes pour l'année 2021 ont été réduites de moitié (15,8 Mds KES soit 137,1 MUSD) par rapport à l'année précédente (36,2 Mds KES soit 314,1 MUSD). Ces résultats, en nette amélioration, sont dus notamment à : i) l'augmentation des services d'affrètement aérien ; ii) la réduction des dépenses d'exploitation de 3,6 % ; iii) la diminution de la location d'avions. L'entreprise, qui n'a pas généré de profits nets depuis 2012, a annoncé avoir « profité des mois de confinement pour restructurer et transformer ses opérations et ses produits ». En 2021 *Kenya Airways* a connu une hausse du trafic de passagers et de fret, de 25 % et 29 % respectivement, par rapport à 2021.

L'entreprise, toujours en difficulté, devrait recevoir un renflouement du gouvernement kenyan à hauteur de 20 Mds KES (173,5 MUSD), après l'approbation par l'Assemblée Nationale kenyane du budget rectificatif pour l'année 2021/2022.

🌐 Madagascar

Signature d'un partenariat entre Canal+ et Baobab+ pour l'accès à l'électricité en zone rurale

Les deux entreprises françaises ont signé mercredi 6 avril un accord de partenariat visant à étendre leurs offres en zone rurale. Baobab+, filiale de la banque française Baobab, est spécialisée dans l'électrification rurale. Le partenariat repose notamment sur la fourniture d'un kit solaire pour une recharge électrique, une télévision et les équipements Canal+ (abonnement et décodeur). Pour les deux entreprises, la mise en œuvre de synergies rendue possibles via ce partenariat permettra de désenclaver des populations rurales en leur donnant un accès à l'électricité et à un contenu audiovisuel.

La Banque mondiale soutient le système de santé malgache pour 135 MUSD

La Banque mondiale a approuvé le 29 mars le financement du Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels pour 135 MUSD. Il est constitué d'un prêt et d'un don de l'Association Internationale de Développement (IDA) de 50 MUSD chacun, d'un don du Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (32 MUSD) et d'un don du Fonds de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (3 MUSD). Le projet vise à renforcer la capacité du pays en matière de préparation et de réponse à la pandémie, et à améliorer la fourniture de services de santé de base et la qualité des soins. Les activités afférentes comprennent la

surveillance des maladies, la consolidation des réformes institutionnelles et politiques, la préparation des services de santé essentiels touchés par le Covid-19, ainsi que le renforcement de la responsabilité des établissements de soins de santé primaires.

🌐 Maurice

Ouverture des consultations pré-budgétaires

Alors que l'économie mauricienne poursuit sa reprise, une forte inflation (+9 % en glissement annuel en février) et la persistance de nombreuses incertitudes interfèrent avec les consultations pré-budgétaires pour l'année 2022-2023. Selon les autorités, ces échanges ont vocation à les éclairer dans la construction d'un budget conciliant le renforcement de la reprise, tout en permettant d'accélérer la transition du pays vers un modèle économique durable et inclusif. A ce stade, le ministre des Finances a reçu des représentants des coopératives agricoles, du tourisme, des PME et de l'industrie qui demandent un soutien solide de la part de l'Etat face à des situations hétérogènes.

🌐 Ouganda

L'UE et la Banque mondiale s'associent pour soutenir les réformes des terres coutumières

L'Union européenne a apporté 8 MEUR pour soutenir les efforts visant à mieux gérer les régimes fonciers dans le pays. Gérée par la Banque mondiale, la subvention vise à renforcer la gestion foncière dans 35 districts du Nord et de l'Est de l'Ouganda. La subvention sera versée sur une période de quatre ans par l'intermédiaire du *Multi-Donor Trust Fund* (MDTF). Le soutien doit renforcer le système des droits fonciers, en

consolidant la démarcation et la documentation des terres coutumières détenues individuellement et collectivement, dans un système foncier unique. Le partenariat contribuera à soutenir la croissance et le développement de manière durable des régions qui ont été dévastées par le Covid-19 ainsi que compléter les activités de modernisation et de mise à l'échelle du système d'administration foncière en Ouganda. L'amélioration du système foncier contribuera à améliorer le climat des affaires en Ouganda et à rendre le pays plus attractif.

Vers la mise en place d'un premier réseau de bus électriques à Kampala

Tondeka Metro Company (TMC), opérateur public de transport de Kampala, a récemment sélectionné deux entreprises en vue du développement du premier réseau de bus publics dans la capitale: *Optibus*, entreprise israélienne d'intelligence artificielle proposant des services de planification et d'optimisation des transports de masse (itinéraires, horaires, gestion en temps réel) et SCINTL, société ougandaise d'informatique. Près de 1030 bus d'une capacité de 85 places seront déployés initialement, avec un objectif de triplement de la flotte en service à horizon 2030. Les bus seront entièrement électriques à partir de 2032 selon TMC. Grâce au partenariat noué entre TMC et les entreprises *Kiira Motor Corporation* (ougandaise) et *Rentco Africa* (kenyane), le projet sera mis en œuvre localement – y compris la fabrication des bus – et devrait générer la création de près de 12 000 emplois au cours des trois prochaines années. Le déploiement d'un système de bus efficaces et électriques devrait permettre de décongestionner la capitale, réduire la pollution de l'air et améliorer la fiabilité et la sécurité des transports en proposant une alternative à l'utilisation des matatus et des motos taxis.

Rwanda

Les investissements ont presque triplé en 2021

Le *Rwanda Development Board* (RDB) a déclaré avoir enregistré des investissements d'une valeur de 3,7 Mds USD en 2021, contre 1,3 Md USD en 2020, soit une augmentation de près de 185 %. Ces investissements devraient permettre de créer 48 669 emplois, soit une augmentation de 97 % par rapport à l'année précédente. Les secteurs qui ont attiré le plus d'investissements en 2021 sont la construction (31%), l'immobilier (26%) et l'industrie y compris agroalimentaire (15%). Les autres secteurs ayant attiré des investissements importants sont les services financiers, l'agriculture, le tourisme, l'énergie, la santé et les TIC. RDB attribue cette croissance à la reprise économique de 2021 ainsi qu'aux incitations publiques telles que le nouveau code des investissements et le programme "*Manufacture and Build to Recover*", une réponse politique lancée fin 2020 pour offrir des avantages fiscaux dans certains secteurs, qui a jusqu'à présent attiré 78 demandes d'investisseurs.

La Banque mondiale appuie les efforts de redressement du Rwanda avec 32 MUSD

L'institution financière a approuvé un financement supplémentaire de 32 MUSD pour soutenir le plan de redressement du Rwanda dans le cadre du projet de réponse d'urgence au Covid-19. Il s'agit du troisième financement pour répondre à cet objectif, ce qui porte à 92 MUSD le soutien total dont le Rwanda a bénéficié. Ce programme est conçu pour aider le gouvernement à prévenir, détecter et renforcer les systèmes nationaux de santé publique notamment dans le domaine vaccinal. Dans le détail, les fonds serviront à intensifier l'achat et le déploiement de vaccins et l'acquisition d'un

système international de suivi du statut vaccinal, interopérable avec les plateformes mondiales, afin de garantir la reconnaissance des certificats numériques Covid-19 du Rwanda. Il permettra également de fournir un équipement de chaîne du froid et un système de ventilation mécanique pour l'entrepôt de vaccins, ainsi que d'équiper d'un système d'énergie solaire l'hôpital mobile nouvellement créé pour l'isolement et le traitement des cas de Covid-19.

Koko Networks investit 25 MUSD pour la cuisson propre

Le *Rwanda Development Board* (RDB) vient de conclure un accord avec l'entreprise kenyane *Koko Networks* pour la mise en place d'un réseau national de distribution de bioéthanol pour la cuisson propre. En favorisant la consommation de bioéthanol (biocarburant fabriqué à partir de matière végétale), le gouvernement rwandais a pour objectifs l'accès universel à la cuisson propre d'ici 2030 permettant ainsi une amélioration de la qualité de l'air intérieur, et la réduction de la déforestation et des émissions de GES causés par l'utilisation du charbon de bois. En 2020, près de 90 % des Rwandais avaient encore recours au bois ou au charbon de bois pour cuisiner selon l'OMS. Afin de rendre plus accessible le bioéthanol à la population, le RDB s'est engagé à exonérer de TVA et de droits d'importations les équipements et le bioéthanol.

KCB Group autorisé à fusionner ses actifs bancaires au Rwanda

Annoncée en septembre 2021, la fusion de deux filiales de *KCB Group* au Rwanda, à savoir la Banque Populaire du Rwanda (BPR) et *KCB Bank Rwanda*, a été rendue effective le 1^{er} avril 2022 pour donner naissance à *BPR Bank Rwanda Plc* après l'accord de la Banque centrale rwandaise. D'après le directeur de *KCB Group*, cette nouvelle entité devrait constituer la deuxième plus grande banque du Rwanda, et permettre au groupe d'accroître sa présence régionale. KCB a

également approuvé une nouvelle structure organisationnelle pour la nouvelle entité, avec à sa tête George Odhiambo, ancien directeur général de *KCB Bank Rwanda*. Cette fusion s'inscrit dans une dynamique d'expansion régionale des banques kenyanes au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), renforcée par l'adhésion récente de la RDC au groupe régional. Une autre banque kenyane, *Equity Bank*, avait ainsi déjà acquis en 2019 la Banque commerciale du Congo, deuxième établissement bancaire du Congo, et la cite dans son rapport annuel de 2021 comme sa filiale congolaise la plus profitable. L'assureur *Jubilee Holding*, dont le bénéfice net a atteint 6,9 Mds KES (59,9 MUSD) en 2021 soit une hausse de 7 % par rapport à l'année précédente, s'est aussi implanté à Kinshasa en 2021.

Seychelles

Pas de brève cette semaine

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Vers un soutien financier de l'Arabie Saoudite ?

D'après l'agence d'information officielle soudanaise, le ministre des Finances participe aux réunions annuelles des fonds de financement arabes et du Fonds monétaire arabe qui se tiennent à Djeddah du 4 au 9 avril. Le Ministre, qui est accompagné par des représentants de la Banque centrale soudanaise (CBOS), devrait rencontrer son homologue saoudien pour

finaliser les modalités de mise en œuvre d'un important dépôt saoudien à la CBOS. Ce dépôt, dont le montant n'a pas encore été communiqué, devrait contribuer à la stabilité de la monnaie locale, qui a été fortement perturbée le mois dernier, notamment après la libéralisation du taux de change du 8 mars. Par ailleurs, le Directeur soudanais de l'unité en charge des barrages (*Dams Implementation Unit*) a annoncé lors d'une conférence de presse la semaine dernière la construction de 500 puits d'eau sur l'ensemble du territoire soudanais. Ce projet serait financé par un don saoudien de 100 MUSD accordé au ministère de l'Irrigation à travers la *Saudi Bank for Development*. Deux sociétés saoudiennes ont remporté les contrats d'exécution du projet. Il s'agit d'*Algihaz Holding*, qui couvrira 13 Etats soudanais, et *Geel Alomran*, qui couvrira les 5 autres Etats, notamment ceux du Darfour.

Début de la campagne des délestages électriques

Comme chaque année, dès le début des grandes chaleurs, les grandes villes du Soudan commencent à souffrir de délestages électriques récurrents. Ces derniers jours, ces délestages ont pu aller jusqu'à 6 heures par jour, dus en grande partie à deux phénomènes conjoncturels : une panne technique de l'interconnexion avec l'Éthiopie (plusieurs tours de haute tension se seraient écroulés), et l'arrêt des générateurs de la barge flottante turque qui alimente la troisième ville soudanaise, Port Soudan. En effet, la société turque a arrêté la fourniture d'électricité en attendant le règlement de 10 MEUR d'impayés (un accord aurait été récemment trouvé avec un premier paiement de 3 MEUR et un rééchelonnement du solde sur plusieurs mois). Ces délestages ont suscité la visite du Vice-président du Conseil de la Souveraineté à la Direction de l'Électricité, accompagné des ministres des Finances et de l'Énergie.

Soudan du Sud

Le stock d'arriérés dû aux fonctionnaires des missions étrangères du Soudan du Sud représente 24 mois de salaires

Lors de la séance de vote du budget 2021/2022 par les parlementaires, le ministre des Finances du Soudan du Sud, Agak Achuil Lual, a fait état d'un stock d'arriérés de salaires dû aux diplomates sud-soudanais en poste à l'étranger représentant 24 mois de salaire. Une partie du budget 2021/2022 alloué au ministère des Affaires étrangères a permis d'apurer l'équivalent de 3 mois d'arriérés de salaires. Le Ministre a affirmé que le gouvernement mettrait tout en œuvre pour assurer le paiement du stock de salaires de 24 mois restant dû. Pour mémoire, le budget 2021/2022 approuvé par le parlement s'élève à 788 MUSD, avec un excédent de 407 MUSD dont l'allocation reste en discussion. Concernant les arriérés, qui ne se limitent pas aux seuls agents des missions diplomatiques, le stock devrait être audité cette année afin de vérifier et valider les arriérés devant faire l'objet d'une régularisation.

La Banque mondiale a approuvé un financement complémentaire de 200 MUSD pour renforcer les systèmes de santé et accélérer la vaccination contre le Covid-19

Cette subvention de l'Association internationale de développement (AID) vise à soutenir les efforts mis en place par le Soudan du Sud pour répondre au Covid-19 en plus de contribuer à renforcer les systèmes de santé dans le pays. Le financement va permettre au pays d'améliorer son taux de vaccination via le soutien à l'acquisition de vaccins contre le Covid-19 pour 30 % de la population totale, et de répondre aux défis de sécurité alimentaire et sanitaire touchant les populations de réfugiés, des

communautés d'accueil et celles touchées par les inondations dans plusieurs États. Lancé en juin 2021, le projet de réponse d'urgence et de préparation des systèmes de santé du Sud-Soudan au Covid-19 est financé par la Banque mondiale et mis en œuvre par l'UNICEF, le Comité international de la Croix-Rouge et l'Organisation Mondiale de la Santé. Le financement complémentaire comprend 50 MUSD et 40 MUSD provenant, respectivement du guichet IDA de *Window for Host Communities and Refugees (WHR)* et du guichet IDA de *Crisis Response Window (CRW)*.

Tanzanie

Le rapport « *EU Investment in Tanzania* » 2022 fait état des relations économiques entre l'UE et la Tanzanie

Selon le rapport « *EU Investment in Tanzania* » 2022, officiellement lancé ce mercredi 30 mars, les entreprises européennes auraient investi 1,5 Md USD en Tanzanie entre 2013 et 2020, générant 151 000 emplois directs dans le pays. Ces investissements européens se concentrent en majorité dans le secteur agricole (28 %) et le tourisme (26 %). Parmi les membres de l'Union européenne les plus actifs en Tanzanie, la France se place en deuxième position, bien après les Pays-Bas, avec un flux d'IDE français en Tanzanie de 209 MUSD sur la période 2013-2020.

Concernant les échanges commerciaux, les exportations tanzaniennes vers l'UE se sont élevées à 456 MEUR en 2021. Les importations tanzaniennes en provenance de l'UE, elles, ont atteint 856 MEUR (la France étant le 1^{er} pays européen exportateur en Tanzanie). L'Union européenne a perdu son statut de principal partenaire de la Tanzanie, résultat de la concurrence de la Chine et de l'Inde sur le

marché national et, plus récemment, de l'effet du Brexit. En 2020, l'UE représentait 10 % des débouchés à l'export de la Tanzanie et 12 % de ses importations totales.

La TRA enregistre 7,2 Mds USD de recettes fiscales sur les 3 premiers trimestres de l'année fiscale 2021/2022

La Direction des Finances publiques tanzanienne (TRA) aurait récolté 16,69 Trillions TZS (7,2 Mds USD) d'impôts et taxes sur les 9 premiers mois de l'année fiscale en cours (un record depuis 1996), dépassant de 1,3 Md USD les recettes de l'exercice précédent sur la même période. La TRA serait ainsi en voie d'atteindre l'objectif de 9,57 Mds USD de recettes fiscales, fixé au budget 2021/2022.

Plusieurs facteurs pourraient expliquer cette performance : l'amélioration des relations entre l'autorité et les contribuables (règlements à l'amiable de plusieurs litiges fiscaux notamment), le retour des investisseurs en Tanzanie, permis par la politique d'ouverture du gouvernement actuel et l'utilisation de timbres fiscaux électroniques (ETS) sur les boissons, alcoolisées et non alcoolisées, depuis 2019. A noter que, depuis 2016, la mobilisation des recettes fiscales est en progression en Tanzanie.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international